

Lundi 30 septembre 2013

## Un gouvernement qui Valls avec Le Pen

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls chasse décidément sur les terres du Front National. C'est ce qu'a révélé sa récente déclaration sur les Roms, qu'il faudrait selon lui renvoyer dans leurs pays d'origine, car ces personnes auraient des « *modes de vie extrêmement différents des nôtres* ». Il a bien dit « différents » ? Les riches portant Rolex au poignet et partant en vacances sur des yachts privés ont bien un mode de vie différent du nôtre, mais Valls ne parle pourtant pas de les expulser.

### *Une démagogie raciste en vue des municipales*

Non. Le gouvernement socialiste préfère s'en prendre aux Roms. Et pas seulement en propos odieux. Lors de la campagne électorale de 2012, François Hollande avait pourtant condamné la pratique des expulsions forcées. « *Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées* », avait-il déclaré. Encore une promesse non tenue, puisque le nombre d'expulsions de campements et de squats n'a fait qu'augmenter, sans que pour autant on ne voie la couleur des « solutions » promises. Reste une politique raciste et une chasse aux plus pauvres transformés en boucs émissaires.

À l'approche des élections municipales, les candidats de droite comme de gauche n'hésitent pas à renchérir sur le terrain de la démagogie anti-Roms. Et parfaitement mensongère. Les Roms sont moins de 20 000 en France, chiffre stable depuis une décennie. Ce pays de 65 millions d'habitants aurait mille fois les moyens d'accueillir correctement et sans problèmes cette infime minorité au lieu de les reléguer d'un mini-bidonville à l'autre au fil des expulsions.

Ce sont la pauvreté et les discriminations qui poussent les Roms à quitter leurs pays d'origine. Aucun dispositif public n'est prévu en France pour les accueillir, les forçant à s'installer dans des campements aux abords des grandes villes. Ce n'est pas pour des raisons « culturelles » qu'ils vivent dans ces conditions ! Eux aussi aspirent à une vie « normale ». Mais jusqu'à présent, ceux de nationalité roumaine ou bulgare n'ont pas le droit d'exercer en France le métier de leur choix. Reste les métiers de ferrailleurs, de chiffonniers ou la mendicité forcée. Quant aux aides sociales, les Roms n'en perçoivent

aucune. En tant que ressortissants européens, ils ne sont autorisés à rester en France au-delà de trois mois que s'ils disposent de revenus de subsistance jugés suffisants. Comme c'est rarement le cas, ils tombent dans l'irrégularité, donc dans la marginalité avec l'expulsion à l'appui.

### *Valls et ses pareils distillent les préjugés, mais les travailleurs savent aussi raisonner*

On nous présente les Roms comme des mendiants, voire des charpardeurs. Mais qui sont les grands mendiants de cette société, sinon les patrons qui ne cessent de réclamer des aides ? Et qui nous vide vraiment les poches, sinon ceux qui nous font travailler plus pour les mêmes salaires de misère ? Qui sont les pickpockets, sinon ce gouvernement qui s'apprête comme l'ancien à faire main basse une fois de plus sur nos retraites, entre autres ?

Les préoccupations des Roms sont bien plus proches des nôtres que celles des bourgeois qui n'ont rien à craindre des politiciens démagogues, de la gauche à l'extrême droite. Comme nous, tous les jours, ils cherchent à assurer leur subsistance. Même si pour beaucoup ils sont éloignés du travail (en fait tenus éloignés par les règlements pondus par les autorités françaises), ils font partie de notre classe sociale. Une classe sociale que nos adversaires aimeraient bien voir divisée, désorientée et minée par leur propagande raciste.

**À nous de refuser de partager les sales préjugés de ceux qui nous gouvernent et nous exploitent. À nous de discerner nos véritables adversaires. Les licenciements, le chômage, ce ne sont certainement pas les Roms qui en sont responsables.**

**Ouvriers, techniciens, cadres : tous ensemble !**

Mardi dernier, plus de 180 salariés du Centre Technique de La Garenne ont débrayé à l'appel de la CFDT et de la CGT. Un débrayage historique dans ce site qui – comme nous – n'a pas l'habitude des grèves. Une première depuis plusieurs décennies !

C'est bien la mobilisation de tous que redoute la direction et c'est dans ce sens qu'il faudra continuer pour défendre nos intérêts.

**Le 3 octobre : poursuivons la lutte !**

La CGT et d'autres appellent à se mobiliser dans tout le groupe le 3 octobre.

Comme à La Garenne, profitons-en, c'est maintenant que nous avons l'occasion de mener une lutte tous ensemble, sur tous les sites, contre la direction.

**Continuons la mobilisation !**

Le 18 septembre, 2 500 ouvriers débrayaient : 600 à PSA Sochaux, 600 à Vesoul, 470 à Poissy... Le reste à Mulhouse, Tremery, Valenciennes, Saint-Ouen et dans bien d'autres sites. Les discussions et rassemblements en ateliers ont continué la semaine suivante toujours à Poissy, Sochaux, Tremery ou Saint-Ouen, et ce malgré les pressions de plus en plus insistantes de certains syndicats qui ratissent les ateliers pour dissuader les salariés.

En tout cas, ce sont deux semaines bien pénibles pour la direction et bien encourageantes pour nous tous.

**Techniciens et Cadres dans le viseur**

La direction veut disposer de 6 des 11 jours de RTT pour les mettre en congés forcés. Les jours restant à notre disposition devront être pris dans l'année, sinon ils seront perdus... et il ne sera plus possible de se les faire payer librement.

Elle prévoit aussi les mutations forcées entre établissements, sous peine de licenciement, et pour tous, des « prêts de personnel » n'importe où en France « lorsque les caractéristiques de l'activité le nécessitent ».

**Toutes les raisons de se battre**

La direction promet de recruter en alternance 2 000 jeunes dans 2 ans avec aucun engagement d'embauche à la clé. Elle ne promet qu'une hypothétique revalorisation des salaires par la prime d'intéressement, par définition incertaine puisque dépendante des résultats du groupe.

À côté de ça, la direction maintient les salaires gelés, la réduction des primes (ancienneté et ACCAC), la baisse de majoration d'heures sup et samedi travaillés, la baisse de l'indemnisation des jours chômés, la modification du système des compteurs à

notre détriment, les mobilités forcées... et encore combien d'autres sales coups ?

**Tout et n'importe quoi pour faire passer la pilule**

Le 24 Septembre Varin a présenté ses « engagements » sur l'emploi en contrepartie des reculs sociaux que nous devrions accepter. PSA promet d'investir 1,5 milliard d'euros en 3 ans dans ses usines françaises et produirait un million de véhicules sur le territoire en 2016.

Mais en réalité, si on regarde bien, aucune garantie de maintien de l'emploi n'est précisée, et pour la production, ce n'est pas un « engagement » mais une « prévision qui reste soumise à la validité des hypothèses de marché ». Bonjour l'engagement PSA.

**Mais où sont les « contreparties » de la direction ? ? ?**

La direction nous appelle à faire des sacrifices pour sauver le groupe (traduire : sauver les profits des actionnaires). Ça fait des mois qu'elle nous bassine sur de légendaires « compensations » : on allait voir ce qu'on allait voir... À la 12<sup>ème</sup> réunion, le PDG a enfin pondu ses prétendues « contreparties ».

Résultat : les boîtes de vitesse nouvelle génération ne seront pas fabriquées à PSA Valenciennes mais par des sous-traitants. PSA Rennes devra attendre 2017 pour peut-être avoir un nouveau véhicule. De plus, et comme prévu, une étude doit être lancée sur la possibilité de supprimer des lignes de production à Poissy et Mulhouse...

Selon la CGT, les remplaçantes des C3 et C4 ne seraient pas fabriquées à Poissy et Mulhouse. Pour toutes les usines terminales, il y aurait un nouveau véhicule, mais à quelles conditions ? Et que valent les promesses de la direction une fois l'accord signé ?

**Jusqu'où vont-ils aller ?**

Cette semaine, la direction a envoyée un mail nous demandant de ne plus utiliser que les impressions en noir et blanc, exit la couleur ! Cela dans le cadre de sa politique de réduction des coûts, c'est que ça a dû fortement cogiter là-haut pour nous pondre une si belle idée. C'est nos chefs qui font être déçus, ça sera encore plus morose de voir les indicateurs en Obeya.

**L'Allemagne, l'eldorado vraiment ?**

Siemens envisage de supprimer 15 000 emplois dans le monde, dont un tiers en Allemagne. Ces mesures font partie du plan Siemens 2014, un vaste programme qui devrait permettre au groupe d'effectuer des économies de l'ordre de 6 milliards d'euros d'ici 2014. Tout un modèle économique, dont les médias nous vantent tant de bien fait...